



Quand la Chine bouscule l'ordre capitaliste et géopolitique mondial

Par [Jacques B. Gélinas](#)

Mondialisation.ca, 23 novembre 2019

[L'autjournal](#) 20 novembre 2019

Région : [Asie](#)
Thème: [Économie](#)

La Chine connaît une progression économique et technologique fulgurante, perçue par les États-Unis comme une menace à leur hégémonie mondiale.

Des chiffres : en parité de pouvoir d'achat, le PIB de la Chine s'élevait, en 2017, à 21 219 milliards de dollars; celui des USA : 17 762. Entre 1980 et 2015, le PIB chinois par habitant est passé de 194 \$ à 9 174\$ (en dollars constants de 2015).

Plus encore, cette montée en puissance de la Chine et de son modèle de développement capitaliste à forte teneur nationaliste ébranlent les certitudes libre-échangistes néolibérales et obligent tout le monde à repenser l'ordre géopolitique international instauré par les États-Unis à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale.

De leur côté, les États-Unis de Trump versent également dans le nationalisme économique. Donald Trump critique durement ses prédécesseurs, les accusant d'avoir «*mené une politique agressive de globalisation [qui] a déplacé nos emplois, notre richesse et nos usines à l'étranger*». Il dénonce «*une classe dirigeante qui vénère le globalisme plutôt que l'américanisme*». Il propose l'américanisme : *America First!* Comment y parvenir? Trump croit que c'est en réduisant le déficit commercial des États-Unis, ce qui aurait pour effet de ravigoter la production nationale.

La guerre des tarifs pour forcer l'ouverture de la Chine aux produits *made in USA*

Trump s'attaque donc principalement à la Chine, le pays avec lequel la balance commerciale des États-Unis s'avère la plus déficitaire : plus de 380 milliards de dollars annuellement.

Il accuse la Chine d'enfreindre les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Et il blâme l'OMC de ne point contraindre la Chine à ouvrir davantage son marché aux produits et services états-uniens.

En janvier 2018, un an après son installation à la Maison Blanche, Trump engage le combat qui pourrait se révéler comme le grand affrontement du XXI^e siècle. Il impose des tarifs douaniers d'abord sur les panneaux solaires et des appareils ménagers que les États-Unis importent par centaines de millions. Puis en mars, il signe un décret instaurant des tarifs de 25% sur l'aluminium et 10% sur l'acier. La Chine riposte en imposant à son tour des tarifs là où ça fait mal : les produits agricoles. S'ensuit une escalade préjudiciable pour les deux parties qui décident de négocier. À ce jour, les négociations n'aboutissent pas, car Trump

veut faire plier la Chine, pour finalement l'affaiblir et la replonger dans le sous-développement. Mais le dragon ne reculera pas.

Dans cette guerre des tarifs, le peuple chinois s'est massivement rangé derrière ses dirigeants, malgré les inconvénients qu'il en subit et le régime dictatorial qui lui est imposé. Pourquoi ? Parce que cette guerre commerciale apparaît aux Chinois comme une réplique de l'odieuse Guerre de l'opium. Si les Occidentaux ont aujourd'hui oublié ou minimisé ce conflit qui a mis la Chine à genoux, les Chinois, eux, se souviennent.

La Guerre de l'opium pour forcer l'ouverture de la Chine aux produits *made in Britain*

Elle se voyait comme le cœur du monde. La Chine, le fier et autosuffisant Empire du Milieu, qui avait inventé la soie, la porcelaine, l'imprimerie, la boussole... et le thé. Pour se procurer ces produits de luxe, l'Europe d'alors, technologiquement arriérée, avait ouvert un long corridor terrestre : la Route de la soie.

Au début du XVIII^e siècle, la Grande-Bretagne importe une quantité toujours croissante de thé, de soie et de porcelaine – significativement appelé *china* en anglais. Elle paie en lingots d'or et d'argent. La Chine n'accepte pas d'autres paiements. Quand les Anglais voulurent lui vendre certaines marchandises pour équilibrer leur balance commerciale, les Chinois s'excusèrent : «Nous n'avons besoin de rien».

Qu'à cela ne tienne! Les commerçants britanniques, impatients de pénétrer ce prodigieux marché de 400 millions d'habitants, décident d'y aller par la bande. Un vaste réseau de contrebandiers s'organise. Le produit phare de ce commerce illégal provient de l'Inde, la colonie britannique voisine : le pavot, d'où l'on extrait l'opium.

Dans les années 1830, il entre en Chine une quantité fabuleuse d'opium : 1 400 000 tonnes annuellement. Les fumeries se multiplient. Au point que les effets dépravants de l'opium se font sentir sur les travailleurs. L'économie devient moins productive.

En 1839, l'empereur décide d'intervenir. Cette fois, il prend les grands moyens : interdiction absolue d'importer et de consommer de l'opium, accompagnée de sanctions sévères, pouvant aller jusqu'à la peine de mort. Il ordonne la destruction des fumeries et fait brûler ou jeter à la mer les tonnes d'opium trouvées dans le pays.

À Londres, les membres du Parlement de mèche avec les marchands contrebandiers s'en offusquent : *casus belli!*. Il faut déclarer la guerre à «ce pays obstructionniste qui refuse les bénédictions du libre-échange».

Bientôt, les canonnières britanniques se pointent et bombardent les ports chinois. L'empereur ne dispose pas d'une marine capable de les repousser. En 1841, un détachement anglais prend possession de l'île de Hong Kong.

Obligé de négocier, l'empereur se soumet. Il signe, en 1842, le Traité de Nankin, qui cède Hong Kong aux Britanniques, ouvre cinq ports au libre-échange et à la libre entrée de l'opium qui va inonder encore davantage le pays. Les États-Unis, la France et une douzaine de pays prédateurs profiteront de cette brèche ouverte par l'Angleterre pour s'y engouffrer et prélever leur part du gâteau.

Le traité de Nankin, le premier des traités inégaux imposés à la Chine, entame pour celle-ci un siècle d'humiliations. Elle restera dominée par les puissances occidentales jusqu'en

1949.

En 1911, la Chine impériale, millénaire, inventive, s'effondre. Elle s'ouvre à la rapacité de l'Occident et entre bon gré mal gré dans l'ère industrielle.

Aujourd'hui encore, les Chinois appellent cette période coloniale, qui a duré de 1839 à 1949, «le siècle de l'humiliation». En Chine, nombre de livres d'histoire divisent l'histoire du pays en deux grandes époques; non pas celles d'avant et d'après Mao, comme on pourrait s'y attendre, mais celles d'avant et d'après les Guerres de l'opium.

Que veut la Chine d'aujourd'hui?

Aujourd'hui, que cherche la Chine de Xi Jinping[1]? Lui et les dirigeants chinois poursuivent trois objectifs majeurs :

- La Chine veut abond s'affranchir définitivement de la dépendance envers les puissances étrangères et de leur domination. Comment? En maîtrisant les filières technologiques les plus avancées dans tous les domaines. Le fer de lance, emblème de cette politique, c'est Huawei. Une compagnie privée devenue le premier fournisseur mondial d'équipements pour les entreprises de téléphonie et d'internet. Elle détient une avance notable dans le développement de la téléphonie mobile, ultra rapide, de cinquième génération : le 5G. De quoi affoler les élites états-uniennes qui considèrent la haute technologie numérique comme la ligne de front dans la guerre pour l'hégémonie mondiale. C'est la raison pour laquelle Trump a demandé au gouvernement canadien de procéder à l'arrestation de madame Meng Wanzhou, directrice financière de Huawei, qui faisait une escale à Vancouver. Justin Trudeau, en fidèle tâcheron de l'Oncle Sam, a obtempéré. Mal lui en prit, car la Chine ne lui pardonne pas cette intrusion et punit le Canada.
- Deuxièmement, la Chine veut reprendre sa place au centre des affaires du monde. Derrière la guerre commerciale en cours se profile une guerre de pouvoir[2]. Contrairement à l'URSS qui, au temps de la guerre froide, visait à renverser les États-Unis et le système capitaliste, la Chine ne vise pas le renversement des États-Unis, ni la destruction du capitalisme. Alors que l'URSS boudait les organisations internationales, la Chine y adhère de plain-pied... à sa manière. Elle s'inscrit dans la globalisation capitaliste, tout en maintenant jalousement son indépendance.
- Troisièmement, la Chine vise à consolider son hégémonie régionale sur toute l'Asie du Sud-Est : du Japon à l'Australie en passant par l'Indonésie. Pour ce faire, elle parraine deux imposantes organisations : 1) Le Partenariat économique régional global (PERG) lancé en 2012, qui regroupe 15 pays; un accord de libre-échange qui laisse plus d'autonomie aux gouvernements nationaux, contrairement au néolibre-échange occidental qui fait primer le marché sur le politique. 2) L'Organisation de Coopération de Shanghai, créé en 1996, qui regroupe six pays : La Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et Ouzbékistan. Il s'agit d'une alliance politique, économique et militaire eurasiennne. En outre, elle lance des initiatives pharaoniques, comme la nouvelle Route de la soie, dont le but est de relier la Chine à l'Europe, en passant par l'Afrique.

Le retour des nations

Devenue une actrice majeure de la mondialisation économique, la Chine s'est mise en frais de refonder les règles du capitalisme. C'est ainsi que nous voyons se redessiner sous nos yeux une nouvelle articulation entre l'économique et le politique. Alors que la classe politique occidentale embrasse sans réserve la doctrine néolibérale qui prône la primauté du marché sur le politique, les dirigeants chinois ont une autre vision, très claire : l'économie au service de la grandeur de la Chine et du recouvrement de sa position de grande puissance au cœur des affaires du monde. Pour cela, elle fait intervenir la main visible de l'État, plutôt que de laisser faire la main invisible du marché.

Partout dans le monde, du Chili au Liban en passant par l'Algérie, les peuples se soulèvent pour recouvrer la maîtrise de leur destin. Serait-ce le retour de la souveraineté des nations trop longtemps sacrifiée sur l'autel du néolibéralisme et du néolibre-échange?

Jacques Gélinas

jacquesbgelinas.com

Notes :

[1] Voir à ce sujet l'article de Odd Arne Westad, «The Sources of Chinese Conduct», dans la revue *Foreign Affairs*, septembre-octobre 2019.

[2] Voir Philip S. Golub, «Entre les États-Unis et la Chine, une guerre moins commerciale que géopolitique», *Le Monde diplomatique*, octobre 2019.

La source originale de cet article est [L'autjournal](#)
Copyright © [Jacques B. Gélinas](#), [L'autjournal](#), 2019

Articles Par : [Jacques B. Gélinas](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez

demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca